

Accusé de réception en préfecture
062-344077672-20241018-8609-DE-1-1
Date de télétransmission : 25/10/2024
Date de réception préfecture : 25/10/2024

Acte certifié exécutoire

Bruno FONTALIRAND
Directeur général



Pas de Calais Habitat
4, avenue des Droits de l'Homme
CS209 – ARRAS 62022 Cedex



PAS DE CALAIS HABITAT **Office Public de l'Habitat**

DECISION EXTRAITE DU PROCES VERBAL DE LA REUNION DU BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SEANCE DU 18 OCTOBRE 2024

Président : Monsieur COTTIGNY

Présents : Monsieur COTTIGNY, Monsieur LEROY, Madame AIT-CHIKHEBBIH, Madame DUHEN, Monsieur MALFAIT, Monsieur MELLICK, Madame ROSSIGNOL.

AVION, LENS, HENIN, MONTIGNY Convention de partenariat avec la CPAM pour le projet santé "tiers-de-confiance"

Direction du territoire Artois-gohelle
Rapporteur : M. [REDACTED]

Pas-de-Calais habitat, dans le cadre des nouveaux contrats de ville 2024-2030 et par déclinaison via les plans d'actions d'utilisation de l'abattement TFPB, souhaite mener une action sur la thématique santé dans certains quartiers prioritaires de la ville. L'objectif de cette action sera de faciliter l'accès aux droits et aux soins en agissant sur la prévention et le "aller vers" les habitants.

Une étude réalisée en 2022 démontre que les indicateurs de santé sur la CALL et la CAHC sont en dessous de ceux du périmètre départemental. Les indicateurs des quartiers prioritaires de la ville sont moins bons que ceux à l'échelle des agglomérations respectives. Cette problématique a aussi été remontée par L'Etat qui en a fait un objectif fort sur les secteurs concernés par l'ERBM (mobilisation de l'ERBM en faveur de la santé).

Malgré l'existence de multiples dispositifs, ces chiffres démontrent que l'accès aux soins reste compliqué pour certains publics. Les raisons sont le manque d'informations des dispositifs existants, le manque de moyens ou encore la transmission de

générations en générations d'une façon de vivre sans se soigner.

Le constat global est l'absence d'un lien entre les publics fragilisés et les dispositifs de santé existant.

Face à ces situations, l'Assurance Maladie a engagé une démarche complète, permettant de fluidifier le parcours de l'assuré et de faciliter l'ouverture, la connaissance de ses droits, l'accès territorial comme financier aux soins et de proposer aux personnes en situation de vulnérabilité un accompagnement attentionné. Pour assurer cette mission fondamentale, elle exerce des activités diversifiées telles que des partenariats.

Dans un souci commun de lutte contre les exclusions, pour garantir les droits à l'Assurance Maladie et l'accès aux soins des populations fragiles, la convention objet de cette délibération, vise à établir une relation privilégiée entre les partenaires signataires, au bénéfice des personnes logées par Pas-de-Calais habitat dans les quartiers prioritaires suivants :

- Avion République
- Lens Grande Résidence
- Hénin-Beaumont ZAC des 2 villes
- Montigny-en-Gohelle ZAC des 2 villes

Certaines fonctions de proximité de Pas-de-Calais habitat (agent de proximité, gardien, conseillère sociale ...) sont sources de multiples informations provenant des locataires, notamment sur la santé.

L'objectif est de créer un lien entre les publics fragilisés et les dispositifs existant de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie. Le personnel de Pas-de-Calais habitat, formé gratuitement aux dispositifs existant par la CPAM, à la confidentialité et à la posture à adopter sur cette thématique, aura pour rôle de détecter et d'orienter les locataires en précarité santé via une fiche de liaison vers la CPAM. Cette dernière se chargera ensuite de prendre en charge le dossier du locataire.

La qualité des informations recueillies et transmises par l'Office ainsi que leurs modalités de transmissions ont fait l'objet d'un contrôle et d'une validation par notre Data Protection Officer garant du respect des règles RGPD.

Cette première expérimentation constitue un test qui s'il est concluant pourra être reconduit et même élargi à d'autres secteurs géographiques.

Au vu des éléments proposés et après en avoir délibéré les membres du Bureau :

- ✓ autorisent le Directeur général, ou toute personne habilitée, à fixer définitivement les clauses, charges et conditions et à signer la convention fixant les modalités de partenariat entre la Caisse Primaire d'Assurance Maladie et Pas-de-Calais habitat

Décision adoptée à l'unanimité

Établie entre les soussignés :

La Caisse Primaire d'Assurance Maladie de l'Artois,

Située au 11 boulevard du Président Allende – 62000 ARRAS,

Représentée par sa Directrice, Madame Blandine GOHIER-BURGER

Ci-après dénommée **“CPAM de l'Artois”**

Et

PAS-DE-CALAIS HABITAT, Office Public de l'Habitat, Établissement public à caractère industriel et commercial, dont le siège social est sis 4 Avenue des Droits de l'Homme – C.S. 20926 – 62022 ARRAS Cedex, identifié sous le numéro SIREN 344077672 et immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés d'ARRAS, représenté par Monsieur Pierre HAEM, directeur du territoire Artois-Gohelle, agissant en cette qualité en vertu d'une délégation de signature en date du 22 septembre 2020 accordée par Monsieur Bruno FONTALIRAND, Directeur Général, nommé à cette fonction par délibération du Conseil d'administration du 20 décembre 2019, avec faculté de déléguer aux termes d'une décision du Conseil d'administration du 26 juin 2020,

Ci-après dénommée **«le bailleur »** .

Il a été convenu ce qui suit :

PREAMBULE

L'Assurance Maladie protège durablement la santé de chacun en agissant auprès de tous. Pour assurer cette mission fondamentale, elle exerce des activités diversifiées, dans le respect de ses valeurs et des engagements pris envers l'État.

Parmi ces activités figurent celles de garantir l'accès universel aux droits et de permettre l'accès aux soins : rembourser, orienter, et informer sont autant de leviers pour garantir l'accès universel aux droits et permettre l'accès aux soins.

Pour que chaque assuré puisse accéder aux droits comme aux soins, l'Assurance Maladie rembourse ou avance les frais de santé, couvrant en moyenne 77% des dépenses de santé et ce, qu'il s'agisse de consultations, d'examens, d'interventions chirurgicales, de produits de santé, de frais d'hospitalisation ou de transport. Pour les assurés, le reste à charge est parmi les plus faibles du monde.

Pour permettre à tous de s'informer à tout moment et de simplifier les démarches, l'Assurance Maladie met à disposition des assurés différents canaux de contact afin de permettre à chacun de choisir celui qui lui correspond le mieux.

Toutefois, certains assurés renoncent malgré tout à se faire soigner. Les raisons sont diverses et parfois multiples. L'absence d'information, le manque de ressources financières, la complexité des démarches et du système de santé peuvent constituer des freins pour l'insertion dans un parcours de soins.

Une étude réalisée en 2022 démontre que les indicateurs de santé sur la CALL et la CAHC sont en dessous de ceux du périmètre Artois et départemental. Les indicateurs en quartiers prioritaires de la ville sont également moins bons que ceux à l'échelle des autres secteurs hors politique ville.

Face à ces situations, l'Assurance Maladie a engagé une démarche complète, permettant de fluidifier le parcours de l'assuré et de faciliter l'ouverture, la connaissance de ses droits, l'accès territorial comme financier aux soins, et de proposer aux personnes en situation de vulnérabilité un accompagnement attentionné.

Pas-de-Calais habitat, dans le cadre des nouveaux contrats de ville 2024-2030 et par conséquent via les plans d'actions d'utilisation de l'abattement TFPB, souhaite mener une action sur la thématique santé dans certains quartiers prioritaires de la ville. L'objectif de cette action sera de faciliter l'accès aux droits et aux soins et à la prévention en agissant sur la prévention et le "aller vers" les habitants.

Dans un souci commun de lutte contre les exclusions, pour garantir les droits à l'Assurance Maladie et l'accès aux soins des populations fragiles, la présente convention vise à établir une relation privilégiée entre les partenaires signataires, au bénéfice des personnes logées par Pas-de-Calais habitat. La convention

Article 1 : Objectifs de la convention

Cette convention a pour objet de définir les circuits et les modalités de coopération entre Pas-de-Calais habitat et la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de l'Artois concernant la mise en place d'un dispositif santé permettant de pallier le déficit d'accès aux droits et aux soins dans les Quartiers de la Politique de Ville.

Ce dispositif consistera pour le bailleur à identifier des besoins d'accès aux droits, aux soins et à la santé exprimés par ses locataires et à les remonter auprès des services de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie pour qu'elle les prenne en charge.

Le rôle de Pas-de-Calais-habitat consistera d'une part, au travers de ses actions quotidiennes dans les quartiers, à passer de premières informations et à mettre en lien avec la CPAM les locataires ayant besoin d'une aide sur une thématique santé (difficulté administrative pour l'obtention des cartes vitales ou mutuelles, soutien à la remise dans le circuit santé, bilan santé....). D'autre part, il consistera à participer aux actions de dépistages et d'informations mises en œuvre dans les quartiers par la CPAM, notamment en aidant à faire connaître les actions aux locataires afin de favoriser leur participation.

Le rôle de la CPAM consistera à traiter et accorder une attention particulière aux situations de locataires en besoins de soins ou d'accès aux droits remontées par Pas-de-Calais habitat et de traiter en urgence les dossiers qui le nécessitent. D'autre part il consistera à mettre en place des actions de prévention à destination des publics précaires logeant chez Pas-de-Calais habitat.

Dans ce cadre, la CPAM s'engage à former gratuitement le personnel de l'Office concerné sur les dispositifs d'accès aux droits et aux soins existants ainsi que sur la sensibilité des données traitées et les postures à avoir en abordant ces sujets.

Article 2 : Public concerné

Sont concernées par ce partenariat, toutes les personnes logées au sein des logements **Pas-de-Calais habitat situés dans les Quartiers Prioritaires de la Ville suivant :**

- **Avion quartier République**
- **Lens Grande Résidence et Sellier**
- **Hénin ZAC des 2 villes**
- **Montigny-en-Gohelle ZAC des 2 villes**

Article 3 : Engagements des parties

La CPAM s'engage à :

- Proposer des sessions de formations aux collaborateurs de Pas-de-Calais habitat présentant les services de l'Assurance Maladie sur les dispositifs d'accès aux droits (droits de base, complémentaire santé solidaire, inclusion numérique, carte vitale...), les dispositifs d'accès aux soins (accompagnement à l'accès aux soins via la Mission Accompagnement Santé, parcours de soins...) et les dispositifs de prévention (Examen de Prévention en Santé, actions de prévention comme par exemple le mois sans tabac...). La CPAM proposera également pendant ces temps de formation, une sensibilisation au secret médical.
- Mettre à disposition les supports de communication dédiés (dépliants, affiches, liens internet...) permettant de délivrer une information adaptée, et les outils d'aide au signalement de renoncement aux soins, conformes RGPD.
- Prendre en charge les dossiers remontés par Pas-de-Calais habitat en accordant une attention particulière aux situations de renoncement aux soins et traiter en urgence les dossiers qui le nécessitent. L'urgence se caractérise par une situation qui, prise en charge selon les circuits et délais de traitements classiques, serait fortement susceptible d'aggraver la vulnérabilité de l'assuré (pratiquement il s'agit principalement de cas où l'assuré est en situation de soins imminents mais aussi les situations urgentes de droits bloqués ou non alloués). Dès signalement par le bailleur d'une

situation complexe d'accès aux droits et aux soins, la CPAM s'engage à contacter l'assuré concerné dans un délai de 48h. La CPAM détectera les situations à orienter vers le service social de l'Assurance maladie et informera le bailleur du transfert du dossier ;

- Faciliter l'accès aux examens de prévention en santé pour les personnes précaires volontaires résidant au sein de Pas-de-Calais habitat;
- Mettre en place des actions de prévention à destination des publics précaires logeant chez Pas-de-Calais habitat
- Permettre aux assurés suivis par Pas-de-Calais habitat de bénéficier de l'offre "inclusion numérique" en fonction de leurs niveaux: Débutant ou intermédiaire

Pas-de-Calais habitat s'engage à :

- orienter les assurés en situation de rupture dans leur parcours de soins ou en renoncement aux soins, vers les services des CPAM via l'Espace partenaires ;
- Mobiliser les publics fragilisés autour de la réalisation des examens de prévention autour d'actions en partenariat avec la CPAM ;

Pas-de-Calais Habitat en sa qualité de tiers de confiance s'engage à être le relai pour guider les locataires vers l'accès aux soins, aux droits et à la prévention santé afin d'aider ceux dans le besoin.

Article 4 : Modalités de suivi de la convention

Un comité de suivi est mis en place et se réunira selon une fréquence annuelle, ou plus rapprochée en cas de nécessité (revue du dispositif, bilan quantitatif et qualitatif du dispositif). Il est chargé de mettre en place et assurer le suivi quantitatif et qualitatif des dossiers traités dans le cadre du partenariat. Il assure la remontée de ces informations auprès de la CPAM et de **Pas-de-Calais habitat**.

Un bilan du fonctionnement du partenariat instauré par la présente convention est élaboré chaque année. Les indicateurs de suivi de cette convention seront les suivants :

- Le nombre de sessions d'information et de personnels formés par la CPAM sur l'année ;
- Le nombre de détections transmises par **le bailleur** au service Mission Accompagnement Santé
- Le nombre de parcours créés et le nombre de parcours clôturés avec des soins réalisés
- Le nombre d'EPS réalisés sur l'année.

Article 5 : Identification d'interlocuteurs référents locaux

La liste des interlocuteurs de **Pas-de-Calais habitat** et de la CPAM, par processus, sera fournie dans l'annexe 1 de la présente convention.

Article 6 : RGPD

La mise en œuvre de cette convention se réalise dans le respect de la protection des données à caractère personnel (annexe 2)

Les échanges entre les signataires s'opèrent via l'application Espace Partenaires.

Une convention d'utilisation de l'application est signée par les parties et annexée à la convention de partenariat (annexe 3).

Article 7 : Propriété intellectuelle

Chaque partie assure qu'elle détient les droits de propriété intellectuelle sur les éléments (supports d'information et de communication, expertise, données, fichiers, matériels, etc...) qu'elle met à disposition dans le cadre de l'exécution de la présente convention.

Dans les cas où l'une des parties souhaite diffuser les travaux d'expertises, d'études ou d'analyses menés par une autre, sans modification de la forme ou du fond, elle en informe au préalable l'autre partie par écrit, avant toute diffusion des dits travaux, et mentionne leur origine.

Article 8 : Sécurité et confidentialité

Les parties s'engagent à tenir confidentielles, tant pendant la durée de la présente convention qu'après son expiration, toutes informations confidentielles dont elles ont eu connaissance, sauf autorisation expresse et préalable des autres parties.

Article 9 : Code de conduite

Les Parties déclarent avoir pris connaissance du code de conduite adopté par l'Etablissement Public Industriel et Commercial Pas-de-Calais habitat en application de l'article 17 de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique (Ledit code étant disponible à la demande).

En conséquence, les Parties s'engagent :

à se conformer audit code de conduite ;

à s'abstenir de toute incitation à l'égard des Collaborateurs de l'Etablissement Public Industriel et Commercial Pas-de-Calais habitat – telle que défini dans le code de conduite – qui ait pour objet ou pour effet d'induire une infraction aux règles prévues par ledit code.

Les Parties reconnaissent que la politique d'entreprise de l'Etablissement Public Industriel et Commercial Pas-de-Calais habitat exige que leurs relations soient menées en conformité avec les traités internationaux en vigueur, le droit international applicable qui en est dérivé, ainsi que les lois et règlements applicables, au niveau national et international, auxdites relations. Les Parties s'engagent à s'y conformer.

En conséquence, les Parties s'engagent à ce qu'aucun paiement, aucun avantage quel qu'il soit, constituant ou pouvant constituer un acte illicite n'ait été ou ne soit accordé, directement ou indirectement, en contrepartie de l'exécution des présentes.

Article 10 : Durée, renouvellement, modification, résiliation de cette convention

10.1 Durée

La présente convention est conclue pour une durée de 1 an, à compter de la date de sa signature.

10.2 Renouvellement

Elle pourra être renouvelée de façon tacite par avenant et, le cas échéant, actualisée après évaluation partagée de la première année de fonctionnement.

10.3 Modification

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, qui devra être dûment approuvée par les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés, sans que ceux-ci puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis ci-avant.

10.4 Résiliation

Les parties conviennent que la présente convention pourra être résiliée de plein droit et sans motif à expiration d'un délai de 15 jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

11. LITIGES ET DROIT APPLICABLE

À tout moment, les parties ont la faculté de régler à l'amiable leurs litiges, notamment par la médiation. Par défaut, les tribunaux du lieu d'exécution de la prestation seront compétents pour connaître du différend.

Le droit applicable au présent contrat est le droit français et les tribunaux compétents sont les tribunaux français

Fait à le / /2024, en 2 exemplaires,

Le Directeur du Territoire Artois Gohelle

La Directrice de la Caisse Primaire d'Assurance

Pierre HAEM


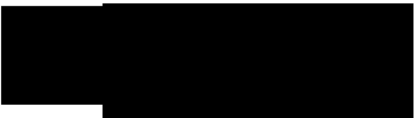
Maladie de l'Artois

Blandine GOHIER-BURGER

Annexe 1 à la convention de partenariat

Liste des interlocuteurs

Liste des interlocuteurs de la CPAM de l'Artois

Processus	Nom et prénom	qualité	Téléphone/Adresse mail
		Responsable du pôle accès aux soins et à la santé	
<p>Mission accompagnement santé</p> <p>-Problèmes d'accès aux droits et les assurés en renoncement aux soins ayant besoin d'un accompagnement</p> <p>-Les renoncements aux soins</p> <p>- Toutes questions concernant les dossiers des assurés ou pour l'envoi de dossier (exemple : CSS, carte vitale, affiliation...</p>	Espace partenaire		
<p>Prévention :</p> <p>-Demande d'examen prévention en santé</p> <p>-Actions de prévention</p> <p>-Demande de financement</p>	Espace partenaire		
Relation partenariale	Espace partenaire		

Liste des interlocuteurs de **Pas-de-Calais habitat**

Processus	Nom et prénom	Qualité	Téléphone/Adresse mail
Responsable du partenariat	[REDACTED]	Directeur du territoire Artois-Gohelle	[REDACTED]
Gestion et coordination du partenariat	[REDACTED] [REDACTED]	Chargé de Missions	[REDACTED]

Protection des données personnelles (RGPD)

1 - Conformité informatique et libertés et protection des données à caractère personnel

Les parties à la présente convention s'engagent à respecter, en ce qui les concerne, les dispositions du Règlement (UE) 2016-679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et celles de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

2 - Responsabilité des parties à la convention

Dans le cadre de la présente convention, LE PARTENAIRE traite des données à caractère personnel pour le compte du responsable du traitement, la CPAM.

La CPAM est responsable des traitements de données nécessaires à la mise en œuvre de la présente convention par LE PARTENAIRE.

Chacune des parties s'engage à communiquer les coordonnées de son délégué à la protection des données (DPO), et à tenir à jour la documentation nécessaire à la preuve de la conformité du traitement (registre des traitements, documentation nécessaire à la preuve de la conformité). Les DPO des deux structures sont les suivants :

- A la CPAM de l'Artois : Fabienne NICOLLE, dpo.cpam-artois@assurance-maladie.fr déléguée à la protection des données.
- A Pas-de-Calais habitat : Grant Thorton France, dpo@pasdecalais-habitat.fr – délégué à la protection des données externalisé désigné auprès de la CNIL

3 - Description des traitements effectués par le partenaire

LE PARTENAIRE est autorisé à traiter, pour le compte et au nom du responsable du traitement, la CPAM, les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les services décrits dans l'article 3 de cette convention.

4 – Engagement de chacune des parties

LE PARTENAIRE s'engage à :

- Traiter les données uniquement pour la seule finalité prévue par la présente convention ;
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre de la présente convention, c'est à dire à ne pas divulguer les données à caractère personnel à d'autres personnes sans l'accord préalable de l'autre partie, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- Ne pas vendre, céder, louer, copier ou transférer les données à caractère personnel sous quelque raison que ce soit sans obtenir l'accord explicite préalable de l'autre partie ;
- Mettre en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir un niveau de sécurité de nature à éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des données à caractère personnel ;

- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu de la présente convention :
 - S'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale de confidentialité ;
 - Reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.
- Informer au plus tard dans les 48 heures la CPAM de toute suspicion de violation de données à caractère personnel, accidentelle ou non, et de tout manquement à la réglementation applicable en matière de protection des données à caractère personnel ;
- Mettre à la disposition de la CPAM toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations.

Dans l'hypothèse où LE PARTENAIRE aurait elle-même recours à de la sous-traitance, pour une ou diverses missions que la CPAM lui aurait confiées, et sous réserve qu'elle l'ait préalablement et formellement autorisée, la CPAM rappelle que lesdits sous-traitants sont tenus aux mêmes obligations précitées.

LE PARTENAIRE demeure cependant pleinement responsable de l'inexécution de ses obligations.

La CPAM s'engage à :

- Fournir toute la documentation nécessaire à l'exercice de la mission déléguée au partenaire.
- Informer Pas-de-Calais habitat de toute information pouvant impacter sa mission.
- Faire évoluer la relation partenariale en fonction des besoins et des bonnes pratiques identifiées.

5 - Exercice des droits des personnes

Les personnes concernées par les opérations de traitement recevront les informations requises, au moment de la collecte de données, lorsque ses données à caractère personnel sont collectées, ou dans les délais requis lorsque les données à caractère personnel n'ont pas été collectées auprès de la personne concernée.

Les personnes disposent d'un droit d'accès et de rectification à ces données, ainsi que d'un droit à la limitation ou à l'opposition à leur traitement mise en œuvre dans le cadre de cette convention. L'exercice de ces droits peut être effectué en contactant le DPO de XXXXX mentionné dans l'article 2 de cette annexe, par courrier postal à l'adresse suivante :

Dans le cadre d'une demande d'accès, il reviendra à XXXXX de mettre en œuvre tous les moyens nécessaires au respect des droits précités, avec l'aide de la CPAM. Pour ce faire, XXXXX contacte le DPO de la CPAM.

6 - Mesures de sécurité

Pas-de-Calais habitat s'engage à transmettre, à la CPAM, toutes les données personnelles nécessaires à la présente convention, via un serveur d'échange sécurisé uniquement, pas d'email libre.

7 - Sort des données

Au terme de la prestation de services relatifs la présente convention, XXXXX s'engage à détruire toutes les données à caractère personnel.

8 - Suspicion de violation de données à caractère personnel

En cas de suspicion ou de violation de donnée avérée, XXXXX s'engage à le notifier au DPO (Délégué à la protection des données) de la CPAM. Il reviendra à la CPAM d'engager les actions nécessaires en fonction des risques engagés pour la vie privée des assurés. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au responsable de traitement, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

9 - Étude d'impact sur la vie personnelle (EIVP) et analyse de conformité

Dans le cadre de la présente convention, il revient au responsable du traitement de mettre en œuvre les mesures nécessaires propres à garantir la conformité du traitement. A cet effet, il est rappelé par chacune des parties que Pas-de-Calais habitat a pour obligation d'aider le responsable du traitement.

Dans le cadre d'une EIVP, il reviendra au responsable de traitement de mener l'étude d'impact. Le partenaire s'engage à fournir toute la documentation nécessaire à la tenue de cette étude.